



# Revue de presse



Mercredi 17 juillet 2024



## Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme : Faïd préside deux sessions extraordinaires



Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a présidé, les 8 et 13 juillet courants, au siège du ministère, les réunions de deux sessions extraordinaires de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, indiquait dimanche un communiqué du ministère.

## Réunion de concertation : Bientôt, l'achat des timbres de quittance en ligne



Bientôt, l'achat des timbres de quittance en ligne. C'est la prochaine nouveauté de la transformation numérique menée en Algérie depuis quelques années, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Elle a fait l'objet d'une réunion dimanche entre le ministre des Finances, M. Laâziz Faïd, et le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Karim Bibi Triki.

## Facilitations de la procédure douanière et réduction des délais : Une journée à l'Aéroport international d'Alger

Délais de traitement douanier réduit, couloir vert pour les familles, les personnes à capacité réduite et les personnes âgées, ainsi que des cellules d'accueil et d'orientation.

Aéroport international Houari-Boumediène d'Alger, jeudi 10 h, au terminal des départs. Le grand écran des vols de provenance de plusieurs pays du monde est chargé. En 24h, 120 à 140 arrivées et départs, soit un nombre allant de 25.000 à 35.000 voyageurs sont pris en charge.

### Entretien, Le chef d'inspection principale aux brigades-voyageurs, Merouane Boussaïd, à El moudjahid : «Notre mission est économique»

Le chef d'inspection principale aux brigades- voyageurs au niveau de l'aéroport international, l'inspecteur divisionnaire Merouane Boussaïd, affirme, dans cet entretien, que la mission des Douaniers est économique.



### Justice/Finances: signature d'un protocole de coopération dans le domaine d'échange d'informations

Un protocole de coopération a été signé, lundi à Alger, entre les ministères de la Justice et des Finances, dans le but de renforcer l'échange d'informations, notamment dans le domaine de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ce protocole a été signé par le Directeur général (DG) par intérim des affaires judiciaires au ministère de la Justice, Abderrezak Bensalem, et par le président de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), Mohamed Saoudia, et ce, en présence de cadres des deux secteurs.



### UAR: la valeur à assurer des projets dans le ferroviaire dépasse les 400 milliards DA

La valeur à assurer des projets lancés récemment dans le secteur ferroviaire a dépassé les 400 milliards de dinars, a indiqué le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia.

"Des projets importants dans le secteur ferroviaire ont été lancés récemment. La valeur à assurer, au titre de ces projets, a dépassé les 400 milliards de dinars", a déclaré M. Benmicia à la "Revue de l'Assurance" publiée par le Conseil national des assurances (CNA).



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## [Assurances: l'Algérie abritera début décembre la 14e conférence annuelle d'Aman Union](#)

L'Algérie abritera les 1, 2 et 3 décembre prochain les travaux de la 14ème conférence annuelle d'Aman Union, une association regroupant les compagnies d'assureurs et réassureurs de risques commerciaux et non commerciaux des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a annoncé, lundi à Alger le PDG de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex), Zouhir Laiche.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## [Communiqué du Conseil des ministres](#)

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des dossiers et exposés se rapportant aux secteurs de l'agriculture et des ressources en eau, ainsi qu'aux conditions d'accueil de la communauté nationale établie à l'étranger durant la saison estivale, indique un communiqué du Conseil des ministres dont voici la traduction APS :



## [Plan d'urgence pour la gestion de l'eau et des stations de dessalement](#)

### [Le chef de l'état insiste sur les délais](#)

Le pays se prépare à éviter «le scénario noir» de l'eau.

Le président de la République insiste sur la nécessité d'accélérer la cadence pour le parachèvement de la réalisation des stations de dessalement. Il intervenait lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, durant laquelle, Tebboune a écouté un exposé sur le suivi de la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer.



## **La valeur à assurer des projets dans le ferroviaire dépasse les 400 milliards DA**

La valeur à assurer des projets lancés récemment dans le secteur ferroviaire a dépassé les 400 milliards de dinars, selon le président de l'UAR, Youcef Benmicia.

« Des projets importants dans le secteur ferroviaire ont été lancés récemment. La valeur à assurer, au titre de ces projets, a dépassé les 400 milliards de dinars », a dévoilé le président de l'UAR (Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance) à la « Revue de l'Assurance » publiée par le Conseil national des assurances (CNA).



## **Lutte contre le blanchiment d'argent et financement du terrorisme : Faïd insiste sur la coordination**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, les 8 et 13 juillet courants au siège du ministère, les réunions de deux sessions extraordinaires de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, indique un communiqué du ministère.



## **Echange d'informations : Signature d'un protocole de coopération entre les ministères de la Justice et des Finances**

Un protocole de coopération a été signé, lundi à Alger, entre les ministères de la Justice et des Finances, dans le but de renforcer l'échange d'informations, notamment dans le domaine de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ce protocole a été signé par le Directeur général (DG) par intérim des affaires judiciaires au ministère de la Justice, Abderrezak Bensalem, et par le président de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), Mohamed Saoudia, et ce, en présence de cadres des deux secteurs.



## **Taux de change : L'Euro maintient ses performances**

A la Banque d'Algérie, les cotations commerciales du Dinar, valables du 15 au 17 juillet 2024, indiquent que l'euro s'échange à 145.98 dinars algériens à l'achat et à 146.05 dinars algériens à la vente. De son côté, le taux de change du billet vert se situe à 134.14 dinars algériens à l'achat et se vend à 134.15 dinars algériens à la vente.

Pour les autres monnaies, la Livre sterling est à 174.07 dinars algériens pour l'achat et à 174.13 dinars algériens pour la vente.



## Gestion des risques majeurs en Algérie : Une nouvelle stratégie en partenariat avec la Banque mondiale

Le représentant résident de la Banque mondiale (BM) pour l'Algérie, Kamel Braham a souligné, dimanche, le «dynamisme» de l'économie algérienne qui a réussi à maintenir sa croissance autour d'un taux moyen de 4% malgré un contexte mondial difficile.

«Ces trois dernières années, l'économie algérienne a eu un taux de croissance proche de 4%, un taux maintenu dans un contexte où des pays peinaient à avoir une croissance positive», a en effet affirmé M. Braham lors de son intervention au Forum du quotidien El Moudjahid.



## FINABI Conseil : proposition de transformer l'ANADE en société de capital investissement

Depuis Mai 2024, l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) (ex-ANSEJ) a annoncé la reprise du financement de projets, tout en posant certaines conditions.

Cependant, le cabinet FINABI Conseil estime que «le risque d'échec et de défaillance reste significatif si le modèle de financement reste similaire à celui de la période antérieure ».



## **Finances : « Tabaacom», une plateforme pour l'acquisition de timbres de quittance**

Une nouvelle plateforme numérique devrait, incessamment, voir le jour vient de voir le jour en Algérie. Une nouveauté intervenant dans le cadre du processus de numérisation des services publics.

Il s'agit de la plateforme dénommée « Tabaacom », développée par la Direction générale des impôts (DGI).



## **Disparités de taux de change : Banque d'Algérie vs marché informel**

La Banque d'Algérie a publié les cotations commerciales du Dinar pour la période du 15 au 17 juillet 2024. Selon ces données, l'euro s'échange à 145.98 dinars algériens à l'achat et à 146.05 dinars algériens à la vente. Le dollar américain, quant à lui, est coté à 134.14 dinars algériens à l'achat et à 134.15 dinars algériens à la vente.



## **Blanchiment d'argent et financement du terrorisme: Renforcement de la coopération entre les ministères de la Justice et des Finances**

Un protocole de coopération a été signé, lundi à Alger, entre les ministères de la Justice et des Finances, dans le but de renforcer l'échange d'informations, notamment dans le domaine de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ce protocole a été signé par le directeur général (DG) par intérim des affaires judiciaires au ministère de la Justice, Abderrezak Bensalem, et par le président de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), Mohamed Saoudia, et ce, en présence de cadres des deux secteurs.



### **تأمينات: الجزائر ستحتضن مطلع ديسمبر المقبل الندوة السنوية الـ 14 لـ "اتحاد أمان"**

ستحتضن الجزائر أيام 1 و 2 و 3 ديسمبر المقبل أشغال الندوة السنوية الـ 14 لـ "اتحاد أمان", وهي جمعية تضم شركات التأمين وإعادة تأمين الاخطار التجارية وغير التجارية للبلدان الأعضاء في منظمة التعاون الاسلامي. حسبما أعلنه اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة الرئيس المدير العام للشركة الجزائرية لتأمين و ضمان الصادرات (كاجاكس), زهير العيش.

و أدلى السيد العيش بهذا التصريح على هامش حفل التوقيع على اتفاقية-إطار بين كاجاكس ومجمع صيدال من أجل مرافقة المجمع العمومي في استراتيجية التطور و التموقع في الاسواق الدولية للمنتجات الصيدلانية, سيما في البلدان الإفريقية.

## تأمينات: القيمة المؤمن عليها بمشاريع السكك الحديدية تجاوزت 400 مليار دج

تجاوزت القيمة المؤمن عليها بمشاريع السكك الحديدية التي تم إطلاقها في الفترة الأخيرة 400 مليار دج, حسبما أعلن عنه رئيس الإتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين, يوسف بن ميسية.

وأوضح, السيد بن ميسية, في حوار نشر في العدد الأخير من مجلة "التأمينات", التي يصدرها المجلس الوطني للتأمينات, أنه "تم إطلاق مشاريع مهمة في قطاع السكك الحديدية مؤخرا, حيث تجاوزت القيمة المؤمن عليها في إطار هذه المشاريع 400 مليار دج".



## وزير المالية يعقد اجتماعين في دورتين غير عاديتين

### تقييم المخاطر والاستراتيجية الوطنية للوقاية من تبييض الأموال

دعا وزير المالية، لعزیز فايد، إلى ضرورة إثراء مشروع التقرير الجزئي لتقييم المخاطر والإستراتيجية الوطنية للوقاية من مخاطر تبييض الأموال.

أتى ذلك لدى ترؤس فايد اجتماعين للجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، يومي الاثنين والسبت الأخيرين بمقر الوزارة، في دورتين غير عاديتين.



## الانطلاقة ستكون بحفر الآبار وزرع 3000 هكتار شهر نوفمبر

### ترسانة شركات إيطالية لمرافقة بونيفيكي فيراريزي في تيميمون

كشفت مجموعة بونيفيكي فيراريزي الإيطالية، والتي وقعت اتفاقية إطار مع وزارة الفلاحة والتنمية الريفية لزرعة 36 ألف هكتار بولاية تيميمون لإنتاج القمح الصلب واللين والبذور والبقوليات الجافة، عن ترسانة من شركات إيطالية سترافقها في هذا المشروع الضخم الذي سينطلق نوفمبر المقبل بزرع أول 3000 هكتار لإنتاج الحبوب.

في هذا السياق، ورد في منشور للمجموعة على موقعها الرسمي على الانترنت، اطلعت عليه "الشروق"، أن الشركاء / المساهمين معها في هذا المشروع، هم الشركة الإيطالية للبذور S.I.S. Società Italia Sementi S.p.A، وهي شركة تابعة لمجموعة B.F. S.p.A بونيفيكي فيراريزي، وهذا فيما يتعلق بالتموين بالبذور، والاتحادات الزراعية الإيطالية Consorzi Agrari d'Italia لتوريد المعدات الزراعية الجديدة والحديثة، وشركة Irritec S.p.A لتطوير نظام ري حديث ومستدام، وشركة Ocrim S.p.A لبناء مصانع التحويل، ومجموعة جورجيو تيسي لأنشطة المشاتل، وشركة Farchioni Olii وشركة Diagram للرقمنة، وشركة Acea لتقنيات مصادر المياه، إضافة إلى شركتي بيوسنتاكس وBiosyntex ومجموعة Salvi.



## أشاد بدناميكية الاقتصاد الجزائري وتحقيقه متوسط نمو اقتصادي ناهز 4%

### ممثل البنك العالمي: بإمكان الجزائر رفع ناتجها المحلي إلى 400 مليار دولار

أكد الممثل المقيم للبنك العالمي بالجزائر، كمال براهيم، اليوم الأحد بالجزائر العاصمة، على "ديناميكية" الاقتصاد الجزائري الذي تمكن من الحفاظ على نموه بمعدل متوسط ناهز 4 بالمائة على الرغم من السياق العالمي الصعب.

وأوضح السيد براهيم في مداخلة بمنتهى يومية المجاهد، أن "الاقتصاد الجزائري قد سجل خلال السنوات الثلاث الأخيرة نسبة نمو ناهزت 4 بالمائة و هي النسبة التي تم الحفاظ عليها في سياق تجد فيه عديد البلدان صعوبة في تحقيق نمو ايجابي".



[رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين:](#)

### [40مليارا لتأمين مشاريع السكك الحديدية الجديدة](#)

كشف رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية أن القيمة المؤمن عليها بمشاريع السكك الحديدية التي تم إطلاقها في الفترة الأخيرة قد تجاوزت 400 مليار دج.

وأوضح، بن ميسية، في حوار نشر في العدد الأخير من مجلة "التأمينات"، التي يصدرها المجلس الوطني للتأمينات، أن هذا النوع من المشاريع يتطلب تدخل عدة أطراف ويتكون من عدة مراحل تؤثر في هيكل التغطية التأمينية.



[بموجب بروتوكول للتعاون بين وزارتي العدل والمالية](#)

### [دعم تبادل المعلومات لمكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب](#)

وقعت وزارتا العدل والمالية، أول أمس، بالجزائر العاصمة، بروتوكولا للتعاون، يقضي بتعزيز تبادل المعلومات، لاسيما في مجال مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب.

ووقع على هذا البروتوكول المدير العام بالنيابة للشؤون القضائية بوزارة العدل، عبد الرزاق بن سالم، ورئيس خلية معالجة الاستعلام المالي بوزارة المالية، محمد سعودية، بحضور إطارات من كلا القطاعين .

armes de destruction massive, et de rendre les résultats de ce rapport largement accessibles aux secteurs public et privé en vue de mettre en œuvre les mesures recommandées. Le ministre a également insisté sur l'enrichissement du projet de rapport partiel d'évaluation des risques et de la stratégie nationale de prévention des risques de blanchiment d'argent, qui fait partie des missions de cette commission. Lors de ces deux réunions, des exposés exhaustifs ont été présentés par les responsables des groupes de travail sur l'état d'avancement des travaux liés à l'évaluation nationale des risques, ainsi que sur les réalisations importantes et les propositions soumises à l'examen, ajoute le communiqué. Par ailleurs, les interventions des membres ont porté sur la nécessité d'assurer la qualité et la cohérence des statistiques émanant des différentes parties concernées, afin d'établir une approche unifiée des risques, ainsi que sur l'importance de valoriser les efforts déployés et d'encourager leur poursuite dans un cadre collectif et coordonné en vue de prendre en charge toutes les observations. Au terme de la réunion, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'une coordination permanente et efficace outre la concertation avec toutes les parties prenantes, affirmant son soutien constant à tous les membres pour la réussite des tâches qui leur sont confiées, conclut le communiqué du ministère. (APS)

## BLANCHIMENT D'ARGENT SESSIONS DE LA COMMISSION NATIONALE D'ÉVALUATION DES RISQUES

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, les 8 et 13 juillet courant au siège du ministère, les réunions de deux sessions extraordinaires de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, a indiqué dimanche soir un communiqué du ministère. Ces réunions s'inscrivent «dans le cadre du suivi des travaux de cette commission et de l'examen du projet de rapport national d'évaluation des risques et de sa conformité aux normes recommandées par le groupe d'action financière», précise le communiqué. Dans ce cadre, M. Faïd a souligné, lors de ses interventions, l'importance capitale de ces deux réunions, appelant tous les membres à intensifier leurs efforts afin de parvenir à des résultats clairs sur les risques de blanchiment d'argent, de financement du

CALCUL DU PIB, TAUX DE CHÔMAGE ET AUTRES INDICATEURS

## Les statistiques, ce vaste chantier ouvert

● Lundi dernier, le résident de la Banque mondiale (BM) pour l'Algérie a loué les performances de l'économie du pays, en dépit, selon lui, d'un contexte mondial difficile. Répondant à une question relative aux objectifs cités par les autorités du pays d'atteindre un PIB de 400 milliards de dollars à l'horizon 2027, il affirmera que cela est «possible».



Le ministre des Finances Laziz Faïd s'entretenant avec le représentant de la Banque Mondiale

L'information statistique reste l'un des plus vastes chantiers entamés par l'Algérie ces dernières années, notamment par l'entremise du nouveau calcul des comptes économiques du pays. A commencer par la revalorisation du produit intérieur brut (PIB), indice majeur mesurant annuellement la richesse nationale d'un pays. Le calcul du PIB a en effet été revu et corrigé pour le porter à des niveaux supérieurs. C'est dans le projet de loi de finances 2024 que ce travail a été officiellement dévoilé pour la première fois, outre les déclarations liminaires des autorités sur le sujet. Le PLF de cette année a ainsi inscrit le nouveau montant du PIB 2022. «Il y a lieu d'indiquer que le produit intérieur brut (PIB) a été réestimé et revu pour l'année 2022, sur la base des travaux de rebasage des comptes économiques, menés par les services de l'Office national des statistiques (ONS), en prenant comme année de base l'année 2001 au lieu de l'année 1989», note le texte de loi. On explique ainsi que «le rebasage a permis

d'ajuster la valeur courante du PIB en 2022, qui s'est répercutée sur les perspectives des années 2023 à 2026». Et de préciser qu'il est passé de 27 688,9 mds de dinars (base 1989) à 32 028,4 mds de dinars (base 2001), soit 233,4 mds de dollars». Ce travail devrait surtout se poursuivre puisque l'opération sera recommencée deux autres fois.

### TRAVAIL FASTIDIEUX

Ces travaux de rebasage consistent donc à reconstituer les nouvelles données économiques en prenant comme année de base l'année 2001 au lieu de 1989, dans une première étape, l'année 2011 en seconde étape et 2022 en troisième tape. L'on cite à ce propos le comportement des secteurs institutionnels, le changement structurel de l'économie nationale, l'émergence de «nouveaux phénomènes», pas si nouveaux que cela -, comme avoir une meilleure appréciation du secteur informel. L'estimation des PIB a été effectuée en tenant compte du rebasage des comptes économiques en «réalisations».

Idem pour les années 2024, 2025 et 2026. Ainsi, selon les projections fournies, la croissance devrait atteindre, a-t-on noté alors, 4,2% en 2024, 3,9% en 2025 et 4,0% en 2026.

Lundi dernier, le résident de la Banque mondiale (BM) pour l'Algérie a loué les performances de l'économie du pays, en dépit, selon lui, d'un contexte mondial difficile. Répondant à une question relative aux objectifs cités par les autorités du pays d'atteindre un PIB de 400 milliards de dollars à l'horizon 2027, il affirmera, selon l'APS, que cela est «possible». «Nous avons de nombreux indicateurs qui peuvent permettre d'atteindre cet objectif dans deux ans. 2026 pourrait être l'année de décollage et d'aller vers un autre pailier de développement économiques», a-t-il indiqué. Soit. Mais tout ce travail fastidieux de redéfinition des comptes nationaux devrait, selon toute logique, dévoiler nombre de statistiques sociales dont le pays a grandement besoin pour mesurer les avancées, ou les retards, en la matière. Au

premier desquels on devrait citer d'ores et déjà le taux de chômage. Ce dernier reste en effet méconnu du public.

Les dernières statistiques en la matière le situent à près 15%. C'est la même Banque mondiale qui a fait état, dans son dernier rapport de suivi de la situation économique en automne 2022, des indicateurs disponibles du marché de travail en Algérie. Selon la BM, «le nombre de demandeurs d'emploi inscrits a atteint plus de 4 millions en mars 2022, soit environ 14,4% de la population en âge de travailler». L'évolution de l'emploi en Algérie a-t-il atteint son niveau de pré-pandémie?

En tout cas, dans le rapport cité ci-dessus, la BM a attiré l'attention sur le fait que ce niveau n'a pas été atteint en dépit de quelques améliorations. En somme, les statistiques restent ce vaste chantier ouvert par les autorités et qui n'est encore qu'à ses débuts. Le ministre des Finances a récemment exprimé le besoin de l'Algérie en la matière auprès de la BM.

A. Benjahia

## FINANCEMENT DES MICRO-ENTREPRISES

# Finabi pour la transformation de l'ANADE en société de capital investissement

- Les entreprises financées seront plus crédibles sur le marché car elles ont un associé public qui offrira une certaine garantie aux clients et fournisseurs
- Le cabinet conseil souligne par ailleurs que cette méthode de financement permettra à l'Anade de délivrer un label pour élargir les avantages fiscaux sur cette nouvelle base.

**D**eux mois après l'annonce de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) ex-Ansej de reprendre le financement de projets sous certaines conditions, le cabinet conseil Finabi propose la transformation de cette agence en société de capital investissement (SCI) pour financer les micro-entreprises. Autrement dit, Finabi propose un mode de financement similaire à celui des start-up. Estimant que le risque d'échec et de défaillance reste significatif si le modèle de financement reste similaire à celui de la période antérieure, Finabi conseille l'Anade, à l'issue d'une analyse approfondie, de plaider pour l'adoption du modèle de l'Algerian Startup Fund au profit des micro-entreprises.

Il s'agit à travers cette nouvelle forme de financement suggérée de «réduire les risques et éviter les défaillances et les collusions de la période précédente». Ce changement permettra, selon Finabi, d'améliorer la gouvernance de l'Anade et d'assurer un financement plus sain des projets. «L'Anade détiendra une partie du capital donc elle participera dans le management des sociétés financées et un transfert de savoir-faire dans le domaine financier et managérial sera réalisé entre l'Anade et les managers des entreprises financées», explique Finabi avant de poursuivre : «Le financement sera islamique car l'Anade prendra une part du capital dans les sociétés financées (moud



L'Anade a décidé de reprendre le financement des projets sous certaines conditions

araba). L'entrepreneur avec son travail et l'Anade avec ses ressources financières». Autre avantage : les entreprises financées seront plus crédibles sur le marché car elles ont un associé public qui offrira une certaine garantie aux clients et fournisseurs. Le cabinet conseil souligne par ailleurs que cette méthode de financement permettra à l'Anade de délivrer un label pour élargir les avantages fiscaux sur cette nouvelle base. «Le risque de détournement des actifs est marginal car l'Anade sera propriétaire et toutes les décisions seront prises en Assemblée générale des actionnaires», poursuit Finabi. Via ce changement, l'Anade aurait le statut de SPA puisque c'est

l'une des conditions de la SCI. Ainsi, toute décision serait prise en Assemblée générale (AG). Toujours concernant les avantages à tirer d'un tel changement, «les ressources financières de l'Anade, filiale des banques spécialisée dans le capital investissement pourront être améliorées», selon Finabi. Comment ? «En incorporant les allocations chômage économisées grâce aux emplois créés par les entreprises financées par ce dispositif», explique Finabi. A la lumière de tous les éléments développés dans cette analyse, il reste à connaître quelle faisabilité pour une telle transition. Sachant qu'une SCI intervient via une prise de participation en capital, dans des

entreprises généralement non cotées, pour financer leur démarrage, leur croissance, leur transmission ou leur survie pour une sortie au bout de quelques années soit une sortie royale (via la Bourse) ou en cédant la place à une autre SCI notamment, cette technique de financement qui a vu, pour rappel, le jour en Algérie en 1991 par la création de la Finalap s'édifie à l'Anade dans les conditions actuelles ? La question reste posée en attendant une analyse plus approfondie et l'écho d'une telle proposition chez les pouvoirs publics appelés à faire face à des demandes de financement importantes au cours des prochaines années.

Samira Imadoulou

## ÉCHANGE D'INFORMATIONS

# Protocole de coopération entre la Justice et les Finances



PHOTO : D. R.

**U**n protocole de coopération a été signé, cette semaine à Alger, entre les ministères de la Justice et des Finances, dans le but de renforcer l'échange d'informations, notamment dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ce protocole a été signé par le Directeur général (DG) par intérim des affaires judiciaires au ministère de la Justice, Abderrezak Bensalem, et par le président de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), Mohamed Saoudia, et ce, en présence de cadres des deux secteurs. Le DG par intérim des affaires judiciaires au ministère de la Justice a affirmé que ce proto-

cole s'inscrit dans le cadre de «la coordination nationale pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et pour assurer la coopération et l'échange d'informations entre les deux parties». Cette convention permettra également à la CTRF d'«accéder aux bases de données du ministère de la Justice, y compris le casier judiciaire n°2, outre, le renforcement de la coopération nationale entre les différents acteurs dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme», a ajouté M. Bensalem. Pour sa part, le président de la CTRF a précisé que cette convention intervenait dans le cadre «des efforts de la cellule

visant à renforcer le système financier et celui de lutte contre le financement du terrorisme, et ce, en application des normes internationales en la matière». A cet égard, M. Saoudia a rappelé que le secteur des Finances avait signé plusieurs conventions similaires avec des organes nationaux, dont la Direction générale des Douanes (DGD) et la Direction générale des impôts (DGI), faisant savoir que «plusieurs projets seront concrétisés avec la Direction générale du Domaine national (DGDN) et la Commission bancaire, ainsi que les autres organes dans l'ambition de renforcer le système national de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent».



إذ يمكن للمستخدمين تفادي الانتظار في طوابير طويلة بالمكاتب الحكومية، مما يوفر وقتهم وجهدهم، إلى جانب تكريس إجراءات سريعة، حيث تصبح العملية أكثر سرعة، حيث يمكن إتمام الشراء في دقائق بدلاً من الساعات التي قد تستغرقها العمليات التقليدية.

وشدد الخبير على إمكانية المساهمة في ترقية الدفع الإلكتروني وتوفير خيارات دفع متعددة، حيث يتيح التطبيق خيارات دفع إلكترونية متنوعة، مثل البطاقات الائتمانية والمحافظ الإلكترونية، مما يسهل على المستخدمين إتمام معاملاتهم، فضلاً عن ضمان أمن المعاملات، إذ يوفر التطبيق نظام أمان متطور لحماية بيانات المستخدمين والمعاملات المالية من الاحتيال، ناهيك عن تحقيق التنوع والتوثيق من خلال سجل المعاملات، حيث يمكن للمستخدمين الوصول إلى تاريخ مشيراتهم من الطوابير وتوثيقها بسهولة، مما يساعدهم في تتبع مصاريفهم وتقديمها عند الحاجة، فيما يوفر التطبيق إرسالات إلكترونية يمكن استخدامها كإثبات للدفع.

ويسهم التطبيق في تكامل البيانات مع الأنظمة الحكومية المختلفة، مما يسهل على الجهات الحكومية متابعة المخالفات وتسوية المستحقات بسرعة أكبر وكذا تحسين الكفاءة، إذ يؤدي التكامل إلى تحسين الكفاءة الإدارية وتقليل الحاجة للتدخل البشري، مما يقلل من الأخطاء ويعزز الشفافية ويحقق التحول الرقمي ويدعم الاقتصاد الرقمي.

حفيظ صوابلي

يعد خياراً، بل أصبح ضرورة ملحة وفقاً لتوجهات رئيس الجمهورية.

وأوضح فايد أن هذه المنصة ستكون أداة قوية لمعصرة إدارة الضرائب، مما لها من آثار إيجابية على جميع الفاعلين الاقتصاديين ومناخ الأعمال في البلاد، معرباً عن "فناخته بأن هذا الاجتماع، بروح التعاون التي تميز جميع الأطراف الحاضرة، سيوفر الظروف اللازمة لإنجاح هذه العملية".

من جهته، شارك وزير البريد والاتصالات السلكية واللاسلكية رؤيته وتوقعاته وتوصياته بشأن هذا المشروع، كما قدمت المديرية العامة للضرائب، برفقة فريق عملها، عرضاً تفصيلياً حول هذه المنصة.

ولفت البيان إلى أن هذا الاجتماع يترجم أهمية التعاون بين القطاعات لتحقيق التحول الرقمي للخدمات العمومية، كما أن الإطلاق القريب لمنصة اقتناء طوابير المخالصة عبر الإنترنت "طابعكم" يمثل خطوة مهمة نحو خدمة عامة أكثر سهولة وفعالية، تلبي الاحتياجات المتزايدة للمواطنين والمؤسسات.

مزايًا متعددة للتطبيق الجديد في العصر الرقمي، يتزايد الاعتماد على التكنولوجيا لتحسين الكفاءة وتبسيط العمليات اليومية، وعليه يشير خبير في مجال الرقمنة، أن "إطلاق تطبيق جديد مخصص لاقتناء طوابير المخالصة عبر الإنترنت يعد خطوة مهمة نحو التحول الرقمي، حيث يقدم مزايًا متعددة للمستخدمين ويعزز من كفاءة النظام الإداري والمالي".

مستطرداً أن "إطلاق تطبيق جديد مخصص لاقتناء

## على خلفية اجتماع ترأسه وزير المالية التحضير لإطلاق تطبيق لاقتناء طوابير المخالصة عن طريق الأنترنت



طوابير المخالصة عبر الإنترنت يمثل خطوة هامة نحو تحسين كفاءة وشفافية الخدمات الحكومية، من خلال توفير سهولة الوصول وتوفير الوقت والجهد وتعزيز الأمان وتحقيق التكامل مع الأنظمة الحكومية، يساهم هذا التطبيق في دعم التحول الرقمي وتحقيق رضا المواطنين، مما يجعله إضافة قيمة للنظام الإداري والمالي في أي دولة تتبنى.

واعتبر الخبير أن هنالك مزايا متعددة تمثل هذه الخطوة بداية بسهولة الوصول والاستخدام والوصول الفوري، حيث يمكن للمستخدمين شراء طوابير المخالصة في أي وقت ومن أي مكان دون الحاجة للذهاب إلى مكاتب البريد أو الوكالات الحكومية.

كما يمثل التطبيق واجهة مستخدم بسيطة على اعتبار أن تصميم التطبيق بواجهة سهلة الاستخدام يجعل عملية الشراء ميسرة حتى لغير المتمرسين في التكنولوجيا، فضلاً عن توفير الوقت والجهد وتجنب الطوابير.

● ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، بالجزائر العاصمة، اجتماعاً تنسيقياً مشتركاً مع وزير البريد والاتصالات السلكية واللاسلكية، كريم بيبی تريكي، للتحضير لإطلاق تطبيق جديد مخصص لاقتناء طوابير المخالصة عبر الأنترنت.

وأكد بيان صادر عن وزارة المالية، أن الوزير فايد اعتبر أن هذا اللقاء يندرج في إطار سلسلة من الاجتماعات التنسيقية التي تم المباشرة فيها مع قطاع البريد والاتصالات، والذي يتقاسم مع قطاع المالية تحديات مشتركة.

ومن بين هذه التحديات، الإطلاق القريب لمنصة اقتناء طوابير المخالصة عبر الأنترنت "طابعكم"، التي تم تطويرها من طرف المديرية العامة للضرائب، حسب البيان الذي لفت إلى أن هذه المبادرة تأتي في إطار نهج أوسع لتعميم رقمنة الخدمات التي تقدمها المديرية العامة للضرائب.

وفي هذا السياق، شدد وزير المالية على أن "الرقمنة وتعزيز عروض الخدمات الإلكترونية لم



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger